

N° 261.

ALLEMAGNE ET CHINE

Accords concernant le rétablissement
de la paix. Pékin, le 20 mai 1921.

GERMANY AND CHINA

Agreements regarding the restora-
tion of the state of peace. Peking,
May 20, 1921.

No. 261. — DEUTSCH-CHINESISCHE VEREINBARUNGEN UEBER DIE WIEDERHERSTELLUNG DES FRIEDENSZUSTANDES. PÉKIN DEN 20. MAI 1921.

No. 261. — ACCORDS ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA CHINE CONCERNANT LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX. PÉKIN LE 20 MAI 1921.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères d'Allemagne. L'enregistrement de ces Accords a eu lieu le 15 mai 1922.

German and French official texts communicated by the Ministry for Foreign Affairs of Germany. The registration of these Agreements took place on May 15, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

TEXTE OFFICIEL. — OFFICIAL TEXT.

I. a) ERKLÄRUNG DES DEUTSCHEN BEVOLLMÄCHTIGTEN.

I. a) DÉCLARATION DU PLÉNIPOTENTIAIRE ALLEMAND.

Der Unterzeichnete, ordnungsmässig bevollmächtigter Vertreter der Regierung des DEUTSCHEN REICHS, hat die Ehre, im Namen seiner Regierung dem Herrn Minister der Auswärtigen Angelegenheiten der CHINESISCHEN REPUBLIK das Folgende zur Kenntnis zu bringen :

Le soussigné, représentant du Gouvernement de la RÉPUBLIQUE ALLEMANDE, dûment autorisé, a l'honneur de faire connaître, au nom de son Gouvernement, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la RÉPUBLIQUE CHINOISE ce qui suit :

Die Regierung des Deutschen Reichs, von dem Wunsche geleitet, die Freundschafts- und Handelsbeziehungen zwischen Deutschland und China wiederherzustellen, und in der Erwägung,

Le Gouvernement de la République allemande, animé du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce entre la Chine et l'Allemagne,

considérant

dass diese Beziehungen auf den Grundsätzen vollkommener Gleichstellung und absoluter Gegenseitigkeit entsprechend den Regeln des allgemeinen Völkerrechts beruhen müssen,

que ces relations devront se baser sur les principes d'une parfaite égalité et d'une réciprocité absolue, conformes aux règles du droit des gens général,

considérant

dass ferner unter dem 15. September 1919 der Präsident der Chinesischen Republik einen Erlass über die Wiederherstellung des Friedens mit Deutschland veröffentlicht hat,

que, sous la date du 15 septembre 1919, le Président de la République chinoise a publié un mandat concernant le rétablissement de la paix avec l'Allemagne,

considérant

dass ferner Deutschland sich verpflichtet, gegenüber China die aus den Artikeln 128 bis

que l'Allemagne s'engage à remplir vis-à-vis de la Chine les obligations dérivant des articles

134 des am 10. Januar 1920 in Kraft getretenen Vertrags von Versailles vom 28. Juni 1919 hervorgehenden Verpflichtungen zu erfüllen,

stellt fest, dass Deutschland durch die Ereignisse des Krieges und durch den Vertrag von Versailles gezwungen worden ist, auf alle seine Rechte, Ansprüche und Vorrechte zu verzichten, die es auf Grund seines Vertrags mit China vom 6. März 1898, sowie durch alle sonstigen die Provinz Schantung betreffenden Abkommen erworben hat, und dadurch die Möglichkeit sie an China zurückzugeben, sich genommen sieht,

und erklärt in aller Form :

der Abschaffung der Konsulargerichtsbarkeit in China zuzustimmen,

zugunsten Chinas auf alle Rechte zu verzichten, die die Deutsche Regierung auf dem zur Deutschen Gesandtschaft in Peking gehörenden « Glacis » besitzt, indem sie zugibt, dass man unter dem Ausdruck « öffentliches Eigentum » im ersten Absatz des Artikels 130 des Vertrags von Versailles auch das erwähnte Gelände zu verstehen hat,

sowie bereit zu sein, der Chinesischen Regierung die Kosten der Internierung von deutschen Militärpersonen in den verschiedenen Internierungslagern in China zu erstatten.

Der Unterzeichnete ergreift diese Gelegenheit, um dem Herrn Minister der Auswärtigen Angelegenheiten die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

PEKING, den 20. Mai 1921.

(Gez.) VON BORCH,
Vertreter der Deutschen Regierung.

128-134 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, entré en vigueur le 10 janvier 1920,

constate

que l'Allemagne, par les événements de la guerre et par le Traité de Versailles, a été obligée de renoncer à tous ses droits, titres et privilèges qu'elle a acquis, en vertu du Traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898 et de tous autres actes concernant la province du Chantoung, et se trouve ainsi privée de la possibilité de les restituer à la Chine,

et déclare formellement :

consentir à l'abrogation de la juridiction consulaire en Chine,

renoncer, en faveur de la Chine, à tous les droits que le Gouvernement allemand possède sur le « glacis » dépendant de la Légation d'Allemagne à Pékin, admettant que, par l'expression « propriétés publiques », dans le premier paragraphe de l'article 130 du Traité de Versailles, on devra également comprendre le terrain mentionné,

et être prêt à rembourser au Gouvernement chinois les frais de l'internement des militaires allemands dans les différents camps d'internement en Chine.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Pékin, le 20 mai 1921.

(Signé) VON BORCH,
Représentant du Gouvernement allemand.

LETTRE DE CONFIRMATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

b) Le soussigné, Ministre des Affaires étrangères de la République chinoise, a l'honneur d'accuser réception à Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande de sa communication datée de ce jour, par laquelle Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande, dûment autorisé, lui a fait connaître, au nom de son Gouvernement, ce qui suit :

« Le Gouvernement de la République allemande, animé du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce entre la Chine et l'Allemagne,

considérant

que ces relations devront se baser sur les principes d'une parfaite égalité et d'une réciprocité absolue, conformes aux règles du droit des gens général,

considérant

que sous la date du 15 septembre 1919, le Président de la République chinoise a publié un mandat concernant le rétablissement de la paix avec l'Allemagne,

considérant

que l'Allemagne s'engage à remplir, vis-à-vis de la Chine, les obligations dérivant des articles 128-134 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, entré en vigueur le 10 janvier 1920,

constate

que l'Allemagne, par les événements de la guerre et par le Traité de Versailles, a été obligée de renoncer à tous ses droits, titres et privilèges qu'elle a acquis, en vertu du Traité passé par elle avec la Chine le 6 mars 1898 et de tous autres actes concernant la province du Chantoung, et se trouve ainsi privée de la possibilité de les restituer à la Chine,

et déclare formellement :

consentir à l'abrogation de la juridiction consulaire en Chine,

renoncer, en faveur de la Chine, à tous les droits que le Gouvernement allemand possède sur le « glacis » dépendant de la Légation d'Allemagne à Pékin, admettant que, par l'expression « propriétés publiques », dans le premier paragraphe de l'article 130 du Traité de Versailles, on devra également comprendre le terrain mentionné,

et être prêt à rembourser au Gouvernement chinois les frais de l'internement des militaires allemands dans les différents camps d'internement en Chine.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à Monsieur le représentant du Gouvernement de la République allemande les assurances de sa haute considération.

Pékin, le 20 mai 1921.

(Signé) W. W. YEN,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

2. BEGLEITSCHREIBEN DES DEUTSCHEN BEVOLLMÄCHTIGTEN AN DEN CHINESISCHEN MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

2. LETTRE D'ENVOI DU PLÉNIPOTENTIAIRE ALLEMAND AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

PEKING, den 20. Mai 1921.

Pékin, le 20 mai 1921.

HERR MINISTER,

MONSIEUR LE MINISTRE,

In Uebereinstimmung mit den Weisungen meiner Regierung habe ich die Ehre, Ihnen erneut zu erklären, dass die Deutsche Regierung den Versailler Vertrag jetzt nicht nochmals

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de vous déclarer à nouveau que le Gouvernement allemand ne saurait procéder actuellement à une nouvelle

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

generell anerkennen kann, da ein solcher Schritt mit der freiwilligen Annahme dieses Vertrags von ihrer Seite gleichbedeutend sein und seiner späteren Revision präjudizieren würde; sie wird jedoch keine Einwendungen dagegen erheben, dass China sich ausser den Artikeln 128 bis 134 des Vertrags auch gewisser anderer Vertragsrechte, die für das eigene Land von Belang erscheinen, in ihrer gegenwärtigen Festlegung oder, falls die Revision stattfindet, in ihrer abgeänderten Form bedienen wird.

Ich benütze die Gelegenheit, um Ihnen, Herr Minister, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung zu erneuern.

(Gez.) VON BORCH.

reconnaissance générale du Traité de Versailles. Une telle manifestation équivaudrait de sa part à une acceptation volontaire du traité et préjudicierait à une revision ultérieure de ce traité. Par contre, le Gouvernement allemand ne souleva aucune objection au cas où la Chine, indépendamment des privilèges qui lui sont accordés par les articles 128 à 134 du traité, se prévaudrait de certains autres droits stipulés dans le traité, sous leur forme actuelle, ou, si la revision avait lieu, sous leur forme modifiée, pour autant que ces droits lui semblent avoir de l'importance pour elle.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) VON BORCH.

3. DEUTSCH-CHINESISCHES ÜBEREINKOMMEN.

Die Regierung des DEUTSCHEN REICHS und die Regierung der CHINESISCHEN REPUBLIK, von dem Wunsche geleitet, die Freundschafts- und Handelsbeziehungen durch ein Uebereinkommen zwischen den beiden Ländern wiederherzustellen, haben, indem sie die Erklärung des Deutschen Reichs vom heutigen Tage als Grundlage nehmen und anerkennen, dass die Anwendung der Grundsätze der Achtung der territorialen Souveränität, der Gleichstellung und der Gegenseitigkeit das einzige Mittel ist, das gute Einvernehmen zwischen den Völkern zu erhalten, demzufolge zu ihren Bevollmächtigten ernannt:

DIE REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHS:

Herrn H. VON BORCH, Generalkonsul;

DIE REGIERUNG DER CHINESISCHEN REPUBLIK:

Herrn W. W. YEN, Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

Die Bevollmächtigten haben sich, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen geeinigt:

Artikel 1.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile haben das Recht, gehörig beglaubigte diploma-

No. 261.

3. ACCORD GERMANO-CHINOIS.

Le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE ALLEMANDE et le Gouvernement de la RÉPUBLIQUE CHINOISE, animés du désir de rétablir les relations d'amitié et de commerce par un accord entre les deux pays, en prenant comme base la Déclaration de la République allemande datée de ce jour et reconnaissant que l'application des principes du respect de la souveraineté territoriale, de l'égalité et de la réciprocité est le seul moyen de maintenir la bonne entente entre les peuples, ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir:

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ALLEMANDE:

M. H. VON BORCH, Consul général;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE:

M. W. W. YEN, Ministre des Affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes:

Article 1.

Les deux Hautes Parties contractantes auront le droit d'envoyer mutuellement des agents

tische Agenten gegenseitig zu entsenden, welche auf Grundlage der Gegenseitigkeit im Lande ihres Aufenthalts die Vorrechte und Befreiungen geniessen, die ihnen das Völkerrecht gewährt.

Artikel 2.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile gewähren sich gegenseitig das Recht, an allen Orten, wo ein Konsulat oder ein Vizekonsulat einer anderen Nation errichtet ist, Konsuln, Vizekonsuln und Konsularagenten zu ernennen, die mit der Achtung und den Rücksichten behandelt werden werden, die den Beamten desselben Ranges der anderen Nationen gewährt werden.

Artikel 3.

Staatsangehörigen einer der beiden Republiken, die in dem Gebiete der anderen sich aufhalten, steht es frei, in Uebereinstimmung mit den Gesetzen und Verordnungen des Landes zu reisen, sich niederzulassen und Handel oder Industrie zu betreiben an allen Orten, wo Staatsangehörige einer anderen Nation es tun können.

Sie unterstehen, bezüglich ihrer Person sowie ihres Vermögens, der Gerichtsbarkeit der örtlichen Gerichtshöfe; sie müssen sich nach den Gesetzen des Aufenthaltslandes richten. Sie zahlen keine höheren Steuern, Abgaben oder Kontributionen als die Landesangehörigen.

Artikel 4.

Die beiden Hohen vertragschliessenden Teile erkennen an, dass alle Zollangelegenheiten allein durch die innere Gesetzgebung eines jeden von ihnen geregelt werden. Indessen werden keine höheren Zölle als die von den Landesangehörigen entrichteten erhoben auf Rohstoffe oder Fabrikate vom Ursprung einer der beiden Republiken oder eines anderen Landes, bei ihrer Einfuhr, Ausfuhr oder Durchfuhr.

Artikel 5.

Die Erklärung des Deutschen Reichs vom heutigen Tage und die Bestimmungen des gegenwärtigen Uebereinkommens werden als Grundlage genommen werden für die Verhandlung des endgültigen Vertrags.

diplomatiques dûment accrédités qui jouiront réciproquement dans le pays de leur résidence des privilèges et immunités que leur accorde le droit des gens.

Article 2.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer, dans toutes les localités où s'est établi un consulat ou vice-consulat d'une autre nation, des consuls, vice-consuls et agents consulaires qui seront traités avec la considération et les égards qui sont accordés aux agents de la même catégorie des autres nations.

Article 3.

Les ressortissants d'une des deux Républiques résidant sur le territoire de l'autre auront la faculté, conformément aux lois et règlements du pays, de voyager, de s'établir et d'exercer le commerce ou l'industrie, dans toutes les localités où des ressortissants d'une autre nation peuvent le faire.

Ils sont placés, tant leurs personnes que leurs biens, sous la juridiction des tribunaux locaux; ils doivent se conformer aux lois du pays où ils résident. Ils ne payeront aucun impôt, taxe ou contribution supérieurs à des nationaux du pays.

Article 4.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que toutes les matières douanières sont réglées uniquement par la législation intérieure de chacune d'elles. Toutefois, aucuns droits supérieurs à ceux acquittés par les nationaux du pays ne seront prélevés sur les produits bruts ou manufacturés d'origine d'une des deux Républiques ou d'un autre pays à leur importation, exportation ou transit.

Article 5.

La Déclaration de la République allemande de ce jour et les stipulations du présent Accord seront prises comme base pour la négociation du Traité définitif.

Artikel 6.

Das gegenwärtige Uebereinkommen ist in Deutsch, Chinesisch¹ und Französisch abgefasst; im Falle einer Auslegungsverschiedenheit gilt der französische Text.

Artikel 7.

Das gegenwärtige Uebereinkommen wird sobald als möglich ratifiziert werden und tritt in Kraft mit dem Tage, an dem die beiden Regierungen einander mitgeteilt haben, dass die Ratifikationen erteilt worden sind.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Peking am 20. Mai 1921, entsprechend dem 20. Tage des 5. Monats des 10. Jahres der chinesischen Republik.

(L. S.) (Gez.) VON BORCH.

(L. S.) (Gez.) W. W. YEN.

Article 6.

Le présent Accord est rédigé en allemand, en chinois¹ et en français; en cas de divergence d'interprétation, le texte français fera foi.

Article 7.

Le présent Accord sera ratifié le plus tôt possible et entrera en vigueur dès le jour où les deux Gouvernements ont fait connaître, l'un à l'autre, que les ratifications ont été effectuées.

Fait à Pékin, en double exemplaire, le 20 mai 1921, correspondant au 20^e jour de la 5^e lune de la 10^e année de la République chinoise.

(L. S.) (Signé) VON BORCH.

(L. S.) (Signé) W. W. YEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

4. NOTENWECHSEL ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN BEVOLLMÄCHTIGTEN UND DEM CHINESISCHEN MINISTER DER AUSWÄRTIGEN ANGELEGENHEITEN.

a) *Note des Deutschen Bevollmächtigten.*

PEKING, den 20. Mai 1921.

HERR MINISTER,

Im Auftrag der Deutschen Regierung beehrt sich der Unterzeichnete, in der Absicht, den Text der deutschen Erklärung und des deutsch-chinesischen Uebereinkommens näher zu erläutern, Ihnen, Herr Minister, nachstehende Erklärungen abzugeben:

1. *Verzollung chinesischer Waren in Deutschland.*

Die im Artikel 4 des Uebereinkommens bezeichnete Zollregelung, nach der die Einfuhr, Ausfuhr und Durchgangszölle beider Länder die von den Angehörigen des eigenen Landes zu zahlenden Zollsätze nicht übersteigen dürfen, hindert China nicht, sich der im Artikel 264 des Versailler Vertrags gegebenen Vergünstigungen zu bedienen.

¹ Le texte chinois n'a pas été présenté à l'enregistrement.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

4. ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE PLÉNIPOTENTIAIRE ALLEMAND ET LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE CHINE.

a) *Note du plénipotentiaire allemand.*

PÉKIN, le 20 mai 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En vue de préciser le sens de la déclaration allemande et de l'accord germano-chinois, le soussigné a l'honneur de vous adresser, Monsieur le Ministre, de la part du Gouvernement allemand, les explications suivantes:

1. *Droits de douane sur les marchandises chinoises en Allemagne.*

Le règlement douanier, stipulé à l'article 4 de l'Accord et suivant lequel les droits d'entrée, de sortie et de transit prélevés sur les marchandises appartenant à des ressortissants de l'autre pays ne doivent pas être supérieurs aux droits acquittés par les ressortissants du pays intéressé, n'empêchera pas la Chine de se prévaloir des avantages qui lui sont accordés par l'article 264 du Traité de Versailles.

¹ The Chinese text was not presented for registration.

² Translated by the Secretariat of the League of Nation.

2. Ersatz von Schäden.

Die in der deutschen Erklärung ausgesprochene Bereitwilligkeit, China die Auslagen in den verschiedenen Internierungslagern zu erstatten, ist so zu verstehen, dass Deutschland bereit ist, diese Zahlung zu leisten neben dem Schadenersatz gemäss den Grundsätzen des Versailler Vertrages.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, eine Teilzahlung von vier Millionen Dollar bar und den Rest in Tientsin-Pukou und Hukuang-Eisenbahnobligationen auf die chinesische Kriegsschadenersatzforderung in der noch zu vereinbarenden Gesamthöhe des halben Erlöses des liquidierten Vermögens der Deutschen in China und des halben Wertes des sequestrierten Vermögens an die Chinesische Regierung zu machen.

3. Chinesisches Eigentum in Deutschland.

Das chinesische bewegliche und unbewegliche Eigentum in Deutschland wird nach Ratifizierung des Uebereinkommens voll zurückgegeben.

4. Chinesische Studenten in Deutschland.

Die Deutsche Regierung wird den chinesischen Studenten in Deutschland gern nach allen Kräften behilflich sein, dass sie Aufnahme in den Schulen erhalten oder sich praktisch ausbilden können.

Ferner wäre der Unterzeichnete dem Herrn Minister zu Dank verpflichtet für eine Mittheilung über folgende Punkte :

I. Künftige Sicherheiten für das Eigentum Deutscher.

Kann die Chinesische Regierung versprechen, dass sie Deutschen in China vollen Schutz in der friedlichen Ausübung ihres Berufs gewähren und deren Vermögen nicht noch einmal beschlagnehmen wird, ausser in Uebereinstimmung mit den allgemein anerkannten Grundsätzen des Völkerrechts oder den Bestimmungen des chinesischen Rechts ?

2. Réparations des dommages.

Le passage de la déclaration allemande, dans lequel l'Allemagne se déclare prête à rembourser à la Chine les dépenses faites par elle dans les camps d'internement, doit être interprété comme signifiant que l'Allemagne est prête à exécuter ce paiement en sus des réparations, conformément aux principes posés dans le Traité de Versailles.

Le Gouvernement allemand s'engage à effectuer entre les mains du Gouvernement chinois un versement partiel s'élevant à 4 millions de dollars et le reste en obligations des chemins de fer de Tientsin-Poukou et de Hou-Kouang, à valoir sur les sommes réclamées par la Chine au titre des réparations de dommages de guerre. Ce versement partiel, dont le montant total est encore à fixer d'un commun accord, s'élèvera à la moitié du produit des biens allemands liquidés en Chine et à la moitié de la valeur des biens allemands mis sous séquestre.

3. Biens chinois en Allemagne.

Les biens meubles et immobiliers appartenant à des Chinois en Allemagne seront intégralement rendus après la ratification de l'Accord.

4. Etudiants chinois en Allemagne.

Le Gouvernement allemand se fera un plaisir d'aider dans toute la mesure de ses forces les étudiants chinois résidant en Allemagne à trouver accès aux universités et à parfaire leur instruction par la pratique.

D'autre part, le soussigné serait obligé à M. le Ministre des Affaires étrangères de Chine de bien vouloir lui donner une réponse aux questions suivantes :

I. Sécurité dont jouiront, à l'avenir, les biens appartenant à des Allemands.

Le Gouvernement chinois peut-il promettre d'accorder entière protection aux Allemands qui se livreront en Chine à l'exercice pacifique de leur profession et de ne pas confisquer à nouveau leurs biens, sauf dans les cas où cette mesure serait prise en conformité des principes généralement reconnus du droit international ou des dispositions du droit chinois sous réserve que le Gouvernement allemand adoptera la même ligne de conduite à l'égard des Chinois résidant en Allemagne.

2. *Rechtsgarantien.*

Werden deutsche Rechtsfälle in China sämtlich von den neu eingerichteten Gerichten mit dem Rechte der Berufung und nach den neuen Gesetzen erledigt und wird ein ordnungsmässiges Prozessverfahren dabei angewandt ?

Dürfen für die Dauer des Prozesses deutsche Rechtsanwälte und Dolmetscher, die bei den Gerichten offiziell zugelassen sind, als Rechtsbeistände fungieren ?

3. *Fälle vor den Gemischten Gerichten.*

Welches Verfahren hat die Chinesische Regierung für Prozesse vor den Gemischten Gerichten im Auge, bei denen Deutsche aktiv oder passiv beteiligt sind ?

4. *Chinesische Bestimmungen über den Handel mit dem Feinde:*

Werden alle derartigen Bestimmungen mit dem Tage der Ratifizierung des Uebereinkommens hinfällig ?

5. *Regelung von chinesisch-deutschen Verbindlichkeiten.*

Hat die Chinesische Regierung die Absicht, dem im Artikel 296 des Versailler Vertrags vorgesehenen allgemeinen Ausgleichsamte beizutreten ?

Indem ich mich beehre, das Vorstehende zu Ihrer Kenntnis zu bringen, bitte ich Sie, sehr geehrter Herr Minister, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu genehmigen.

(Gez.) VON BORCH,

Vertreter der Deutschen Regierung.

2. *Garanties juridiques.*

Les litiges dans lesquels les Allemands se trouveraient impliqués en Chine seront-ils jugés devant les tribunaux nouvellement institués ? Pourra-t-il être fait appel des décisions de ces tribunaux ? Ces litiges donneront-ils lieu à une procédure régulière ?

Des avocats et des interprètes allemands, officiellement accrédités auprès des tribunaux, pourront-ils faire fonction de conseils pendant la durée du procès ?

3. *Cas relevant des tribunaux mixtes.*

Quelle procédure le Gouvernement chinois envisage-t-il pour les cas relevant des tribunaux mixtes dans lesquels des Allemands seraient demandeurs ou défendeurs ?

4. *Mesures prises par la Chine relativement au commerce avec l'ennemi.*

Toutes les mesures de ce genre deviendront-elles caduques le jour de la ratification de l'Accord ?

5. *Règlement des obligations sino-allemandes.*

Le Gouvernement chinois a-t-il l'intention d'adhérer à la procédure générale d'Offices de vérification et de compensation prévue à l'article 296 du Traité de Versailles ?

En portant à votre connaissance la note qui précède, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

(Signé) VON BORCH,

Représentant du Gouvernement allemand.

b) *Antwortnote des Chinesischen Ministers der Auswärtigen Angelegenheiten.*

PEKING, den 20. Mai 1921.

SEHR GEEHRTER HERR,

Ich beehre mich, den Empfang Ihres gefälligen Schreibens zu bestätigen, in dem Sie in der Absicht, den Text der deutschen Erklärung und des chinesisch-deutschen Uebereinkommens näher zu erläutern, nachstehende Erklärungen abgegeben haben :

b) *Note du Ministre des Affaires étrangères chinois en réponse à la précédente.*

PÉKIN, le 20 mai 1921.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note dans laquelle, en vue de préciser le sens de la Déclaration allemande et de l'Accord sino-allemand, vous avez bien voulu m'adresser les explications suivantes :

1. *Verzollung chinesischer Waren in Deutschland :*

Die im Artikel 4 des Uebereinkommens bezeichnete Zollregelung, nach der die Einfuhr-, Ausfuhr- und Durchgangszölle beider Länder die von den Angehörigen des eigenen Landes zu zahlenden Zollsätze nicht übersteigen dürfen, hindert China nicht, sich der im Artikel 264 des Versailler Vertrags gegebenen Vergünstigung zu bedienen.

2. *Ersatz von Schäden :*

Die in der deutschen Erklärung ausgesprochene Bereitwilligkeit, China die Auslagen in den verschiedenen Internierungslagern zu erstatten, ist so zu verstehen, dass Deutschland bereit ist, diese Zahlung zu leisten neben dem Schadenersatz gemäss den Grundsätzen des Versailler Vertrags.

Die Deutsche Regierung verpflichtet sich, eine Teilzahlung von vier Millionen Dollar bar und den Rest in Tientsin-Pukou und Hukuang-Eisenbahnobligationen auf die chinesische Kriegsschadenersatzforderung in der noch zu vereinbarenden Gesamthöhe des halben Erlöses des liquidierten Vermögens der Deutschen in China und des halben Wertes des sequestrierten Vermögens an die Chinesische Regierung zu machen.

3. *Chinesisches Eigentum in Deutschland :*

Das chinesische bewegliche und unbewegliche Eigentum in Deutschland wird nach Ratifizierung des Uebereinkommens voll zurückgegeben.

4. *Chinesische Studenten in Deutschland :*

Die Deutsche Regierung wird den chinesischen Studenten in Deutschland gern nach allen Kräften behilflich sein, dass sie Aufnahme in den Schulen erhalten oder sich praktisch ausbilden können.

Auf die von Ihnen gestellten Fragen beehre ich mich, das Nachstehende zu antworten :

1. *Droits de douane sur les marchandises chinoises en Allemagne.*

Le règlement douanier, stipulé à l'article 4 de l'Accord et suivant lequel les droits d'entrée, de sortie et de transit prélevés sur des marchandises appartenant à des ressortissants de l'autre pays ne doivent pas être supérieurs aux droits acquittés par les ressortissants du pays intéressé, n'empêchera pas la Chine de se prévaloir des avantages qui lui sont accordés par l'article 264 du Traité de Versailles.

2. *Réparation des dommages.*

Le passage de la déclaration allemande dans lequel l'Allemagne se déclare prête à rembourser à la Chine les dépenses faites par elle dans les différents camps d'internement doit être interprété comme signifiant que l'Allemagne est prête à exécuter ce paiement en sus des réparations, conformément aux principes posés dans le Traité de Versailles.

Le Gouvernement allemand s'engage à effectuer entre les mains du Gouvernement chinois un versement partiel s'élevant à 4 millions de dollars et le reste en obligations des chemins de fer de Tien-Tsin-Poukou et de Hou-Kouang, à valoir sur les sommes réclamées par la Chine au titre des réparations des dommages de guerre. Ce versement partiel, dont le montant total est encore à fixer d'un commun accord, s'élèvera à la moitié du produit des biens allemands liquidés en Chine et à la moitié de la valeur des biens allemands mis sous séquestre.

3. *Biens chinois en Allemagne.*

Les biens meubles et immobiliers appartenant à des Chinois en Allemagne seront intégralement rendus après la ratification de l'Accord.

4. *Etudiants chinois en Allemagne.*

Le Gouvernement allemand se fera un plaisir d'aider dans toute la mesure de ses forces les étudiants chinois résidant en Allemagne à trouver accès aux universités et à parfaire leur instruction par la pratique.

Quant aux questions que vous avez bien voulu me poser, j'ai l'honneur de vous adresser les réponses suivantes :

1. *Künftige Sicherheiten für das Eigentum von Chinesen und Deutschen :*

Die Chinesische Regierung verspricht, dass sie Deutschen in China vollen Schutz in der friedlichen Ausübung ihres Berufs gewähren und deren Vermögen nicht noch einmal beschlagnahmen wird, ausser in Uebereinstimmung mit den allgemein anerkannten Grundsätzen des Völkerrechts oder den Bestimmungen des chinesischen Rechtes unter der Voraussetzung, dass die Deutsche Regierung in gleicher Weise gegenüber den in Deutschland wohnenden Chinesen handelt.

2. *Rechtsgarantien :*

Deutsche Rechtsfälle in China werden sämtlich von den neu eingerichteten Gerichten mit dem Rechte der Berufung und nach den neuen Gesetzen erledigt, und ein ordnungsmässiges Prozessverfahren wird dabei angewandt. Für die Dauer des Prozesses dürfen deutsche Rechtsanwälte und Dolmetscher, die bei den Gerichten offiziell zugelassen sind, als Rechtsbeistände fungieren.

3. *Fälle vor den Gemischten Gerichten :*

Bezüglich der Prozesse vor den Gemischten Gerichten, bei denen Deutsche aktiv oder passiv beteiligt sind, wird China für die Zukunft eine Lösung suchen, die allen Seiten gerecht wird.

4. *Chinesische Bestimmungen über den Handel mit dem Feinde :*

Alle derartigen Bestimmungen werden mit dem Tage der Ratifizierung des Uebereinkommens von selbst hinfällig.

Die früher beim Seezollamt eingetragenen deutschen Handelsmarken werden nach Ratifizierung des vorliegenden Uebereinkommens durch Wiedereintragung durch den ursprünglichen Eigentümer beim Seezollamt wieder in Kraft gesetzt werden.

Bis die autonomen Zollbestimmungen allgemein angewendet werden, werden deutsche Einfuhrwaren Zölle nach den allgemeinen Zollbestimmungen bezahlen.

1. *Sécurité dont jouiront, à l'avenir, les biens appartenant à des Chinois et à des Allemands.*

Le Gouvernement chinois promet d'accorder entière protection aux Allemands qui se livreront en Chine à l'exercice pacifique de leur profession et de ne pas confisquer à nouveau leurs biens, sauf dans les cas où cette mesure serait prise en conformité des principes généralement reconnus du droit international ou des dispositions du droit chinois, sous réserve que le Gouvernement allemand adoptera la même ligne de conduite à l'égard des Chinois résidant en Allemagne.

2. *Garanties juridiques.*

Les litiges dans lesquels des Allemands se trouveraient impliqués en Chine seront tous jugés devant les tribunaux nouvellement institués. Il pourra être fait appel des décisions de ces tribunaux. Ces litiges donneront lieu à une procédure régulière. Des avocats et des interprètes allemands, officiellement accrédités auprès des tribunaux, pourront faire fonction de conseils pendant la durée du procès.

3. *Cas relevant des tribunaux mixtes.*

En ce qui concerne les procès relevant des tribunaux mixtes, dans lesquels des Allemands seraient demandeurs ou défendeurs, la Chine s'engage à rechercher par la suite une solution équitable pour toutes les parties.

4. *Mesures prises par la Chine relativement au commerce avec l'ennemi.*

Toutes les mesures de ce genre deviendront caduques *ipso facto* le jour de la ratification de l'Accord.

Quant aux marques de commerce allemandes déposées à l'Office des douanes maritimes, les propriétaires primitifs rentreront en possession de leurs droits ou privilèges après ratification du présent Accord, à condition d'effectuer à nouveau le dépôt de leurs marques à l'Office des douanes maritimes.

Jusqu'au jour où les dispositions douanières autonomes seront appliquées d'une façon générale, les importations allemandes acquitteront les droits du tarif général.

5. *Regelung von chinesisch-deutschen Verbindlichkeiten :*

Die Chinesische Regierung hat nicht die Absicht, den im Artikel 296 des Versailler Vertrags vorgesehenen allgemeinen Ausgleichsamte beizutreten.

Ferner verpflichtet sich die Chinesische Regierung im Hinblick auf die obige Erklärung der Deutschen Regierung, wonach sie sich zu einer Teilzahlung auf die Kriegsschadenersatzforderung an die Chinesische Regierung verpflichtet, mit der Vertragsunterzeichnung die Liquidationen des Eigentums von Deutschen sämtlich tatsächlich einzustellen und gegen Empfangnahme der obigen Schadenersatzsumme nach Ratifizierung des deutsch-chinesischen Übereinkommens die Liquidationserlöse, sowie alles einbehaltene Eigentum den Eigentümern zurückzugeben.

Die obige Regelung bedeutet die Erledigung der im Satz 2 des Artikels 133 des Versailler Vertrags erwähnten Frage der Liquidation, Sequestration und Beschlagnahme deutschen Eigentums.

Mit der Deutsch-Asiatischen Bank und den Ching-Hsing Minen werden die zuständigen chinesischen Behörden über das Verfahren besonders verhandeln.

Die noch nicht liquidierten Immobilien der Deutsch-Asiatischen Bank in Peking und Hankau werden jedoch dem obigen Verfahren entsprechend den Eigentümern zurückgegeben.

Indem ich die Ehre habe, Ihnen Vorstehendes zu antworten, ergreife ich die Gelegenheit, Ihnen, sehr geehrter Herr, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung zu übermitteln.

(Gez.) W. W. YEN,
Minister der Auswärtigen Angelegenheiten.

5. *Règlement des obligations sino-allemandes.*

Le Gouvernement chinois n'a pas l'intention d'adhérer à la procédure générale d'Offices de vérification et de compensation prévue à l'article 296 du Traité de Versailles.

En outre, le Gouvernement chinois, en égard à la déclaration rappelée ci-dessus du Gouvernement allemand, par laquelle celui-ci s'engage à effectuer, entre les mains du Gouvernement chinois, un versement partiel à valoir sur les sommes réclamées par le Gouvernement chinois au titre des réparations de dommages de guerre, s'engage de son côté à arrêter entièrement et effectivement, à la date de la signature de l'accord, la liquidation des biens appartenant à des Allemands et à rendre à leurs propriétaires, après ratification de l'Accord et au reçu du montant des réparations fixé ci-dessus, le produit des liquidations déjà effectuées, ainsi que tous les biens encore sous séquestre.

Par là se trouvent définitivement réglées les questions de liquidation, de mise sous séquestre et de saisies des biens allemands mentionnés à la deuxième phrase de l'article 133 du Traité de Versailles.

Les autorités chinoises compétentes traiteront séparément avec la « Deutsch-Asiatische Bank » et les mines de Ching-Hsing sur la procédure à adopter.

Les biens immobiliers non encore liquidés de la « Deutsch-Asiatische Bank » à Pékin et à Han-Kéou seront toutefois rendus à leurs propriétaires, conformément à la procédure indiquée ci-dessus.

En vous transmettant les réponses qui précèdent, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

(Signé) W. W. YEN,
Ministre des Affaires étrangères.

¹TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 261. — AGREEMENTS BETWEEN GERMANY AND CHINA
REGARDING THE RESTORATION OF THE STATE OF PEACE.
PEKIN MAY 20, 1921.

I. (a) DECLARATION OF THE GERMAN PLENIPOTENTIARY.

The undersigned, duly authorised Representative of the Government of the GERMAN REPUBLIC, has the honour on behalf of his Government to inform the Minister for Foreign Affairs of the CHINESE REPUBLIC as follows :

Whereas the Government of the German Republic is desirous of re-establishing friendly and commercial relations between China and Germany,

And whereas such relations should be based on principles of complete equality and absolute reciprocity in accordance with the rules of international law,

And whereas, on September 15, 1919, the President of the Chinese Republic promulgated a Decree concerning the re-establishment of peace with Germany,

And whereas Germany undertakes to fulfil towards China the obligations arising out of Articles 128 to 134 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, which came into force on January 10, 1920,

The German Government points out that, owing to the events of the war and the Treaty of Versailles, Germany has been obliged to renounce all her rights, titles and privileges acquired by virtue of the Treaty concluded between Germany and China on March 6, 1898, and by virtue of all other Acts concerning the province of Shantung, and is thus deprived of the possibility of restoring them to China,

And the German Government formally declares :

That Germany hereby consents to the abrogation of consular jurisdiction in China,

That Germany renounces in favour of China all rights which the German Government possesses in respect of the "glacis" appertaining to the German Legation at Pekin, and admits that the expression "public property" in the first paragraph of Article 130 of the Treaty of Versailles applies to the above-mentioned piece of land,

And that Germany is prepared to reimburse the Chinese Government for the cost of interning German troops in the different internment camps in China.

The undersigned has the honour to be, etc.,

(Signed) VON BORCH,
Representing the German Government.

Pekin, May 20, 1921.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.